

17 jan 2003 -16:00

Compte rendu de la réunion du Conseil des Ministres du 17 janvier 2003

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 17 janvier 2003, à partir de 10h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 17 janvier 2003, à partir de 10h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Premier Ministre a tout d'abord confirmé que le Conseil des ministres a approuvé un arrêté royal considérant comme une calamité publique les inondations qui se sont produites du 29 décembre 2002 au 4 janvier 2003 sur le territoire de plusieurs communes, et délimitant l'étendue géographique de cette calamité. Ce sont ainsi certains quartiers de 253 communes qui sont reconnus comme victimes d'une calamité naturelle. Le Premier Ministre a appelé les citoyens sinistrés à envoyer au plus tôt leurs dossiers. Le Premier Ministre a ensuite insisté sur l'approbation du statut social des chercheurs et des assistants (communiqué 1) Le Conseil des Ministres a aussi approuvé la Charte de l'assuré social (communiqué 2) Le Premier Ministre a aussi mis l'accent sur l'adoption d'un avant-projet de loi portant exécution de l'accord interprofessionnel pour la période 2003-2004 (communiqué 27). Autre décision importante mise en exergue par le Premier Ministre : une série de mesures destinées à diminuer le recours à l'argent liquide pour le paiement des pensions de retraite et de survie, ainsi que des allocations pour personnes handicapées (communiqué 3). Le Premier Ministre a souligné que personne n'est obligé d'ouvrir un compte pour recevoir sa pension mais que les conditions sont créées pour faire disparaître toutes les discriminations en matière de paiement des pensions.*** Le Conseil des Ministres a approuvé :- un projet d'arrêté royal tendant à alléger la charge administrative des entreprises adjudicataires de marchés publics (communiqué 4);- les nouveaux barèmes d'octroi de distinctions honorifiques au personnel des intercommunales de la Région flamande (communiqué 6);- deux projets d'arrêtés royaux relatifs au remplacement d'un membre du conseil d'administration du Centre d'étude de l'énergie nucléaire et d'un membre du conseil d'administration de l'Institut national des radioéléments (communiqué 7-8);- un projet d'arrêté royal portant nomination du président de la Commission des jeux de hasard (communiqué 9);- un avant-projet de loi qui instaure une prime pour les magistrats justifiant de la connaissance d'une autre langue que celle dans laquelle ils ont subi l'examen de docteur ou de licencié en droit (communiqué 11);- un avant-projet de loi qui confère la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi et de l'auditeur du travail à un nombre limité d'agents de l'Administration des douanes et accises (communiqué 13);- la prolongation d'une convention de location avec la firme UNISYS pour la configuration du Service Public Fédéral Sécurité Sociale (communiqué 15);- le projet d'arrêté royal relatif à "la désignation et l'exercice des fonctions de management au sein des établissements scientifiques de l'Etat " (communiqué 17);- deux projets d'arrêtés royaux concernant l'adaptation des procédures d'examen des demandes d'asile à l'Office des étrangers et au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (communiqué 21);- un projet d'arrêté royal concernant le droit à l'intégration sociale (communiqué 23);- un projet d'arrêté royal portant création d'un Conseil fédéral pour l'économie sociale, au sein du Service Public fédéral Sécurité Sociale (communiqué 24);- un projet d'arrêté royal fixant l'indemnité minimale applicable à la convention d'immersion professionnelle (communiqué 25);- un avant-projet de loi relatif à la statistique publique (communiqué 28);- la participation de la Belgique à l'Exposition universelle d'Aïchi au Japon, qui se déroulera en 2005 (communiqué 31);- un avant-projet de loi portant assentiment à la Convention Internationale sur l'assistance en mer (communiqué 32);- un avant-projet de loi relatif à l'adhésion de la Belgique à l'Accord portant création de l'Organisation Internationale de la Vigne et du Vin (OIV) (communiqué 33).

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale
Communication externe
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 02 11
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael
Service Rédaction (FR)
+32 2 287 41 92
+32 477 59 14 37
christophe.springael@premier.fed.be

Thomas Ferri
Service Rédaction (NL)
+32 2 287 41 42
+32 471 67 07 73
thomas.ferri@premier.fed.be